



Mixité sociale : les écoles et collèges français loin d'être exemplaires

Publié par Chloé Le Dantec | Nov 16, 2022 | Secondaire | 0

Les écoles et collèges français ont encore des progrès à faire en matière de mixité sociale, selon des données publiées par le ministère de l'Education Nationale. Explications.



Getty

En octobre dernier, le ministère de l'Education Nationale a publié des données portant sur l'indice de position sociale (IPS) dans les écoles et les collèges français. Il en ressort que de larges disparités persistent entre les élèves et entre les établissements.

Etablissements publics, établissements privés : une inégalité flagrante



Cet indice est calculé selon plusieurs critères dont la profession des parents, mais aussi « les diplômes, les pratiques culturelles, les conditions matérielles, le capital culturel et l'implication des parents dans la scolarité » peut-on lire parmi les informations fournies.

Les données, exploitées notamment par Le Parisien, ont permis de mettre en lumière des inégalités persistantes. Un constat est particulièrement frappant : sur les 100 collèges les plus favorisés en France, seuls 18 sont des établissements publics.

Lieu de résidence, manque de candidatures ou critères de sélection des établissements privés : plusieurs raisons pourraient contribuer à expliquer ce phénomène. Pour Le Parisien, le doctorant à l'EHESS Youness Souidi nuance : « On a trop peu de données sur les candidats et sur les méthodes de sélection pour établir ce qui, finalement, cause la surreprésentation de ces familles favorisées dans le privé. »

Vers une meilleure mixité sociale ?

Face à ce constat, le ministre de l'Éducation Nationale Pap Ndiaye promet un « plan de mixité » qui devrait être annoncé prochainement. En août dernier, le ministre désignait la mixité sociale comme l'une de ses « priorités. »

L'une des pistes d'amélioration pourrait consister à revoir la carte scolaire et à mieux répartir les élèves dans les différents établissements, en prenant en compte l'indice de position sociale, et en évitant ainsi la ségrégation sociale et résidentielle. Ce principe est déjà en fonctionnement pour les lycéens à Paris, avec la réforme d'Affelnet – un dispositif qui a cependant essuyé plusieurs critiques.

« La mixité scolaire est bonne non seulement pour les enfants venant de milieux défavorisés mais aussi pour les autres » □□

Pap Ndiaye, ministre de l'éducation, veut lever les craintes des parents sur la mixité scolaire et en faire une priorité de son ministère. pic.twitter.com/Y9Rxfu0RdY

— Quotidien (@Qofficiel) November 9, 2022

